

## LES MINISTRES-CANDIDATS NE SONT PLUS TENUS DE DÉMISSIONNER

## Le coup de force de Belkhadem

La commission des affaires juridiques de l'Assemblée populaire nationale a décidé, lundi soir, de supprimer l'article du projet de code électoral obligeant les ministres à démissionner avant de se porter candidat aux législatives.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Coup de théâtre à l'Assemblée ! Le projet de loi organique portant code électoral a été débarrassé d'une importante disposition. Inscrite dans l'article 93, la mesure devait obliger les membres du gouvernement qui souhaitent se présenter à l'élection législative de démissionner de leurs postes trois mois avant le scrutin.

«C'est une véritable machination. Cette mesure a été supprimée dans la plus totale clandestinité», assure un des membres de la commission qui a requis l'anonymat. «Nous étions en train d'étudier les amendements introduits par les députés. Tout se déroulait normalement. Lorsque le tour de l'article 93 est arrivé, le président de la commission a demandé de reporter l'étude de cette disposition. Mais au cours de la réunion, le président est sorti à plusieurs reprises de la salle pour répondre à des appels téléphoniques. Finalement, il est revenu pour nous annoncer que



L'APN préserve les privilèges des ministres-candidats.

l'article 93 devait être supprimé», affirme notre source.

Selon lui, le président de la commission des affaires juridiques n'a pas «soumis l'abrogation de l'article 93 au vote comme l'exige le règlement intérieur». «Les membres ont été sommés de donner leur avis lors d'un simple tour de table. Le plus étrange, c'est que les députés du Rassemblement national démocratique (RND) ont donné leur quitus alors qu'ils étaient totalement contre cette abrogation. A mon avis, il a dû y avoir un deal entre les représentants des partis de l'Alliance présidentielle.

D'ailleurs le lendemain, la décision de la commission a été présentée comme étant une instruction du président de la République par deux journaux appartenant à des partis de cette Alliance.» Une version que dément Chérif Nezzar, le président de la commission des affaires juridiques de l'Assemblée populaire nationale. «C'est totalement faux. Les membres de la commission, dans leur majorité écrasante, ont adopté la suppression de cette disposition car ils l'ont jugée anticonstitutionnelle. L'opération s'est déroulée dans la plus totale démocratie et dans le respect du règlement

intérieur. D'ailleurs, tout a été retranscrit dans le procès-verbal de réunion», a affirmé Chérif Nezzar. Ce dernier nie également avoir été en contact permanent avec «une tierce personne» au téléphone. «C'est totalement faux.»

Aujourd'hui, la véritable question est de savoir qui a intérêt à supprimer cette disposition ? Dans le contexte politique actuel, les regards se tournent naturellement vers le Front de libération nationale. Il suffit de reprendre les déclarations de son secrétaire général pour s'en rendre compte.

«L'article 93 de la loi électorale, obligeant les ministres à

démissionner de leur poste trois mois avant la date du scrutin, pose un problème constitutionnel de fond, car il ne peut y avoir aucune interférence entre le pouvoir législatif et exécutif, et même le chef de l'Etat ne peut pas faire démissionner ses ministres dans ce cas. Comment faire au cas où le chef de l'Etat veut se porter candidat à sa succession ? On va lui demander de démissionner ? Ce n'est pas possible», a récemment martelé Abdelaziz Belkhadem sur les ondes de la Chaîne III.

D'un autre côté, les députés FLN qui souhaitent remplir pour un nouveau mandat (ils sont très nombreux) ont tout intérêt à être classés sur une liste où figure un ministre en activité.

A ce titre, il est utile de rappeler que lors des législatives de 2007, les listes portées par les 19 ministres-candidats ont toutes obtenu d'excellents résultats. Mais la suppression d'une disposition aussi importante, inscrite dans une loi organique adoptée en Conseil des ministres, réuni sous la présidence du chef de l'Etat, peut être assimilée à une forme de «défiance» des députés.

Les membres de la commission juridique, sous l'influence du FLN version Belkhadem, sont allés contre une proposition de Abdelaziz Bouteflika.

T. H.

## SELON KARIM DJOUDI

## L'État toujours décidé à acquérir Djazzy

L'Etat algérien est décidé à acquérir l'opérateur de téléphonie mobile Orascom Télécom Algérie (OTA – Djazzy) même si les négociations avec le propriétaire de Djazzy, la société russe Vimpelcom se poursuivent.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - A sa sortie hier de l'hémicycle de l'APN, le ministre des Finances, Karim Djoudi, a confirmé avoir reçu le prési-

dent de Vimpelcom, à la demande de ce dernier. Néanmoins, Karim Djoudi s'est refusé à être loquace sur la teneur des entretiens, dans la mesure où les éléments et «informations» de discussion ne peuvent être communiqués par les deux parties qui poursuivent les négociations.

Selon le ministre des Finances, ces éléments seront communiqués dès que les discussions seront closes. «Dès que les choses seront convenues, je vous remettrais les conclusions», dira-t-il. Pour autant, le premier argentier du pays a déclaré que l'Etat «a affiché une position et il reste sur cette position». En d'autres termes, l'Etat est encore décidé à obtenir la cession de Djazzy en sa faveur, se prévalant du droit de préemption. Auparavant, Karim Djoudi avait présenté aux députés, et en présence de plusieurs membres du gouvernement, le projet de loi de finances pour 2012. Elaboré dans un contexte de crise économique et financière internationale, ce projet de cadrage budgétaire consacre tant le financement du programme quinquennal de développement infrastructurel que la forte dépense de fonctionnement (plus de 4 600 milliards de dinars), en hausse de 10,3% et liée notamment aux revalorisations salariales et la compensation



Sur la cession de Djazzy, Alger campe sur ses positions.

des prix des produits de large consommation. Et cela même si l'on envisage un déficit du Trésor public de 25,4% du PIB.

Certes, le gouvernement table sur la maîtrise de l'inflation, prévue à 4,7 %, même si l'augmentation de la masse salariale risque d'impacter à la hausse sur ce niveau, si elle n'est pas compensée par le développement de l'épargne.

Pour autant, Karim Djoudi en appelle à la prudence, à la vigilance, dans la mesure où la poursuite de la crise internationale risque de peser sur la deman-

de et de provoquer un effondrement des prix du pétrole.

Par ailleurs, et même si le projet de loi concrétise la réduction de la pression fiscale, le soutien à l'investissement et la consolidation de la lutte contre la fraude fiscale, certaines propositions gouvernementales dont l'incapacité des logements sociaux participatifs risquent cependant d'être remises en question par les députés dont 140 interventions en séance plénière sont attendues.

C. B.

## SELON TAYEB LOUH

## L'abrogation de l'article 87 bis pas encore d'actualité

L'abrogation de l'article 87 bis n'est pas encore d'actualité, selon le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.

En marge hier de la plénière de l'APN, Tayeb Louh a précisé que cette question interviendra dans le cadre de la révision du Code du travail, pas avant la prochaine législature.

C. B.